

DEMANDE D'ASSISTANCE JUDICIAIRE

(LOI DU 10 AOÛT 1991 SUR LA PROFESSION D'AVOCAT, TELLE QUE MODIFIÉE ET RÈGLEMENT GRAND-DUCAL DU 18 SEPTEMBRE 1995, TEL QUE MODIFIÉ)

ATTENTION : AUCUNE DEMANDE D'ASSISTANCE JUDICIAIRE NE POURRA ÊTRE TRAITÉE UTILEMENT SI LE FORMULAIRE N'EST PAS REMPLI ET SI LES DOCUMENTS NÉCESSAIRES NE SONT PAS JOINTS !

→ CE FORMULAIRE DOIT ÊTRE DUMENT REMPLI.

(points A, B, C, D et E)

→ CETTE DEMANDE DOIT OBLIGATOIREMENT ÊTRE ACCOMPAGNÉE :

(Prière de consulter l'annexe – point A)

- d'une copie de la pièce d'identité,
- d'un certificat d'affiliation du Centre Commun de la Sécurité Sociale de chaque membre du ménage,
- d'un certificat de propriété de chaque membre du ménage,
- des pièces concernant l'affaire pour laquelle le bénéfice de l'assistance judiciaire est demandé,
- sont à rajouter à la demande, le cas échéant, les pièces justificatives mentionnées dans les notes de bas de page (1) à (9).

ATTENTION : LE PRÉSENT FORMULAIRE EST À REMPLIR LISIBLEMENT ET LES DOCUMENTS ANNEXÉS SONT À REMETTRE SANS AGRAFES.

A. RENSEIGNEMENTS SUR LE DEMANDEUR D'ASSISTANCE JUDICIAIRE

Nom			
Prénom			
Matricule	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	Nationalité	
Âge		Sexe	<input type="checkbox"/> Masculin <input type="checkbox"/> Féminin
Lieu de naissance		Date de naissance	
Numéro et Rue *			
Localité *		Code postal *	
Téléphone		GSM	
Résidence au Luxembourg	<input type="checkbox"/> depuis la naissance <input type="checkbox"/> depuis le _____ <input type="checkbox"/> pas de résidence au Luxembourg		
État civil	<input type="checkbox"/> Célibataire <input type="checkbox"/> Marié(e) <input type="checkbox"/> En partenariat <input type="checkbox"/> Veuf, veuve <input type="checkbox"/> Divorcé(e) <input type="checkbox"/> Séparé(e)		
Situation professionnelle	<input type="checkbox"/> Salarié(e) <input type="checkbox"/> Travailleur(se) indépendant(e) <input type="checkbox"/> Chômeur(se) <input type="checkbox"/> Pensionné(e) <input type="checkbox"/> Élève <input type="checkbox"/> Étudiant(e) <input type="checkbox"/> Autre : (à spécifier) _____		
Employeur	Nom : _____ Adresse : _____		

* Le demandeur s'engage à notifier sans délai tout changement d'adresse au Barreau et reconnaît la validité de toute notification, qui lui sera faite à la dernière adresse communiquée par lui.

(The following text is extremely faint and largely illegible due to low contrast and resolution. It appears to be a continuation of the document's body text.)

.....

.....

(continued)

.....

Date de naissance	Profession/Employeur

DU MÉNAGE

[illegible]

adulte(s) et de

.....

REMARQUES SUR LES PARENTS

ur la profession d'avocat, telle que modifiée)

□ □ □ □ □ □

□□□□□□

C. RENSEIGNEMENTS SUR LA SITUATION DE FORTUNE

C.1 REVENUS DE TOUS LES MEMBRES DU MÉNAGE (PRIÈRE D'INDIQUER LES MONTANTS BRUTS) (1/2)

Prière de cocher
les cases concernées



	Revenus du demandeur	Revenus du conjoint / partenaire / concubin	Revenus d'une autre personne faisant partie du ménage	Revenus d'une autre personne faisant partie du ménage
Nom				
Prénom				
<input type="checkbox"/> Le ménage n'a aucun revenu	De quoi vivez-vous ?			
<input type="checkbox"/> Revenus professionnels (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Indemnité pécuniaire de maladie (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Indemnité de chômage (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Revenu d'inclusion sociale (REVIS) (2)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Allocation d'inclusion – REVIS (2)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Revenu personnes gravement handicapées – RPGH (2)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Pension luxembourgeoise (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Pension étrangère (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Rente accident (p.ex. de l'AAA) (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Forfait d'éducation (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Allocation familiales (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Indemnité pécuniaire de maternité (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Allocation d'éducation (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Congé parental (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Bénéficiaire d'une pension alimentaire (3)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Propriétaire de biens immobiliers situés au Luxembourg	Valeur unitaire :	Valeur unitaire :	Valeur unitaire :	Valeur unitaire :
<input type="checkbox"/> Propriétaire de biens immobiliers situés à l'étranger (4)	Valeur unitaire :	Valeur unitaire :	Valeur unitaire :	Valeur unitaire :
<input type="checkbox"/> Propriétaire de biens mobiliers (argent liquide, épargne, actions, obligations, titres, etc.) (4)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Revenus provenant de biens mobiliers et immobiliers (loyer, fermage, droit d'habitation, usufruit, etc.) (4)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Autres revenus (spécifier origine et montant) (4)	Origine :	Origine :	Origine :	Origine :
	EUR	EUR	EUR	EUR

(1) Joindre des pièces justificatives officielles des 3 derniers mois renseignant sur le montant brut du revenu respectif (par exemple : 3 dernières fiches de salaire (s'il n'y en a pas : certificat de revenu du Centre Commun de la Sécurité Sociale) – de chômage – de pension ou autres. NB. des extraits bancaires ne sont pas suffisants).

(2) Joindre une copie du dernier courrier émis par le Fonds National de Solidarité lors de l'évaluation de cette prestation avec le calcul et le décompte annexés à ce courrier.

(3) Joindre des pièces justificatives récentes sur le montant du terme courant de la pension alimentaire perçue avec la preuve de la perception des 3 derniers mois, sinon attestation sur l'honneur quant à l'absence de perception d'une pension alimentaire par le ménage.

(4) Joindre une pièce justificative

C.1 REVENUS DE TOUS LES MEMBRES DU MÉNAGE (PRIÈRE D'INDIQUER LES MONTANTS BRUTS) (2/2)

Prière de cocher les cases concernées

	Revenus d'une autre personne faisant partie du ménage	Revenus d'une autre personne faisant partie du ménage	Revenus d'une autre personne faisant partie du ménage	Revenus d'une autre personne faisant partie du ménage
Nom				
Prénom				
<input type="checkbox"/> Le ménage n'a aucun revenu	De quoi vivez-vous ?			
<input type="checkbox"/> Revenus professionnels (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Indemnité pécuniaire de maladie (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Indemnité de chômage (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Revenu d'inclusion sociale (REVIS) (2)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Allocation d'inclusion – REVIS (2)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Revenu personnes gravement handicapées – RPGH (2)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Pension luxembourgeoise (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Pension étrangère (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Rente accident (p.ex. de l'AAA) (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Forfait d'éducation (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Allocation familiales (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Indemnité pécuniaire de maternité (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Allocation d'éducation (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Congé parental (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Bénéficiaire d'une pension alimentaire (3)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Propriétaire de biens immobiliers situés au Luxembourg	Valeur unitaire :	Valeur unitaire :	Valeur unitaire :	Valeur unitaire :
<input type="checkbox"/> Propriétaire de biens immobiliers situés à l'étranger (4)	Valeur unitaire :	Valeur unitaire :	Valeur unitaire :	Valeur unitaire :
<input type="checkbox"/> Propriétaire de biens mobiliers (argent liquide, épargne, actions, obligations, titres, etc.) (4)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Revenus provenant de biens mobiliers et immobiliers (loyer, fermage, droit d'habitation, usufruit, etc.) (4)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Autres revenus (spécifier origine et montant) (4)	Origine :	Origine :	Origine :	Origine :
	EUR	EUR	EUR	EUR

(1) Joindre des pièces justificatives officielles des 3 derniers mois renseignant sur le montant brut du revenu respectif (par exemple : 3 dernières fiches de salaire (s'il n'y en a pas : certificat de revenu du Centre Commun de la Sécurité Sociale) – de chômage – de pension ou autres. NB. des extraits bancaires ne sont pas suffisants).

(2) Joindre une copie du dernier courrier émis par le Fonds National de Solidarité lors de l'évaluation de cette prestation avec le calcul et le décompte annexés à ce courrier.

(3) Joindre des pièces justificatives récentes sur le montant du terme courant de la pension alimentaire perçue avec la preuve de la perception des 3 derniers mois, sinon attestation sur l'honneur quant à l'absence de perception d'une pension alimentaire par le ménage.

(4) Joindre une pièce justificative

Nom, Prénom du demandeur _____

C.2 DÉPENSES DU MÉNAGE

Est-ce que le ménage est locataire ?	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui (5)	Montant mensuel du loyer	EUR
Est-ce que le ménage est débiteur d'une pension alimentaire ?	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui (6)	Montant mensuel	EUR
Est-ce que le ménage rembourse un prêt immobilier ?	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui (7)	Montant mensuel	EUR

(5) Joindre une copie du contrat de bail du ménage et les quittances du loyer des 3 derniers mois.

(6) Joindre une pièce attestant le paiement de la pension alimentaire des 3 derniers mois (par exemple : extrait bancaire) et le montant du terme courant de la pension alimentaire payée.

(7) Joindre une pièce justificative.

D. REMBOURSEMENT DES FRAIS À COUVRIR PAR L'ASSISTANCE JUDICIAIRE :

Avez-vous souscrit une assurance protection juridique ?	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui (8)	Nom de l'assureur
Êtes-vous affilié à un syndicat, à l'Union luxembourgeoise des Consommateurs, ou autre ?	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui (9)	Précisez le nom
		Depuis quand

(8) Joindre une copie du contrat. (9) Joindre une pièce justificative.

E. LITIGE OU PROBLÈME POUR LEQUEL VOUS DEMANDEZ L'ASSISTANCE JUDICIAIRE :

E.1 OBJET (COCHER LA CASE CORRESPONDANTE !)

Il faut introduire UNE DEMANDE d'assistance judiciaire POUR CHAQUE AFFAIRE !



- ☐ Bail à loyer
- ☐ Divorce
- ☐ Violences domestiques
- ☐ Protection de la jeunesse
- ☐ Droit de garde, droit de visite et d'hébergement
- ☐ Droit familial _____ (préciser)
- ☐ Pension alimentaire
- ☐ Civil _____ (préciser)
- ☐ Droit commercial
(NB: Aucune assistance judiciaire ne sera accordée à un commerçant pour des affaires relevant de son commerce! Art.37-1(2) de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat)
- ☐ Droit du travail
- ☐ Droit pénal :
Notice du Parquet : Not. : _____
 - ☐ Contravention (Tribunal de police)
 - ☐ Délit (Chambre correctionnelle)
 - ☐ Crime (Chambre criminelle)
- ☐ Partie civile dans le cadre d'une affaire pénale :
Notice du Parquet : Not. : _____
- ☐ Droit administratif
- ☐ Demande de protection internationale
Référence du Ministère des Affaires étrangères : R- _____

(préciser)

→ **PRIÈRE DE JOINDRE DES COPIES DES PIÈCES CONCERNANT L'AFFAIRE POUR LAQUELLE LE BÉNÉFICE DE L'ASSISTANCE JUDICIAIRE EST DEMANDÉ !** Par exemple : citation, requête, convocation, assignation, jugement, acte d'appel, lettre de licenciement, etc.

☐ Conseil supérieur de la sécurité sociale

Montant du litige, si celui-ci peut être exprimé en termes monétaires :

EUR

☐ Demandeur ☐ Défendeur

Nom, Prénom du demandeur

E.7 PARTIE ADVERSE

Nom

Prénom

Date de naissance

Numéro et Rue

Localité

Code postal

Relation avec
le demandeur

E.8 AVOCAT / NOTAIRE / HUISSIER DE JUSTICE

Je suis assisté(e) par un avocat :

☐ Oui

Nom de l'avocat

Étude de l'avocat

Adresse de l'avocat

Assisté(e) dans cette affaire depuis le

L'avocat est-il au courant de la demande d'assistance judiciaire ? ☐ Oui ☐ Non

L'avocat est-il d'accord avec la demande d'assistance judiciaire ? ☐ Oui ☐ Non

Avez-vous été assisté(e) par un autre avocat pour cette affaire ? ☐ Oui / Nom de l'avocat :

De quelle date à quelle date ?

☐ Non

☐ Non

Avez-vous une préférence pour un avocat ?

☐ Oui

Nom de l'avocat

Étude de l'avocat

Adresse de l'avocat

☐ Non (un avocat vous sera désigné par le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats)

Je suis assisté(e) par un notaire / huissier de justice :

☐ Oui

Nom du notaire /
huissier de justice

Adresse

☐ Non

Nom, Prénom du demandeur _____,

ÊTES-VOUS DÉJÀ BÉNÉFICIAIRE D'UNE ASSISTANCE JUDICIAIRE ?

☐ Non

☐ Oui

Depuis quand ? _____

Références de l'accord de l'assistance judiciaire : _____

Nom de l'avocat : _____

PERSONNE AYANT REMPLI LA DEMANDE D'ASSISTANCE JUDICIAIRE

Nom _____

Prénom _____

Organisme,
établissement,
étude d'avocat, etc. _____

Téléphone _____

E-mail _____

Par la présente, je demande l'assistance judiciaire avec effet au _____ (date) conformément à la loi du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, telle que modifiée et déclare ne pas être en droit d'obtenir d'un tiers à titre quelconque le remboursement des frais d'avocats et autres.

Le(la) soussigné(e) reconnaît être informé(e) et accepte que d'après l'art. 37-1 (6) de la loi du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, telle que modifiée, le Bâtonnier peut retirer le bénéfice de l'assistance judiciaire s'il survient au bénéficiaire pendant cette instance ou pendant l'accomplissement de ces actes ou comme résultant de ceux-ci des ressources telles que si elles avaient existé au jour de la demande d'assistance judiciaire, celle-ci n'aurait pas été accordée. **Tout changement de cette nature, ainsi qu'un éventuel changement d'adresse, doit être déclaré au Bâtonnier par le bénéficiaire, ou par l'avocat commis dans les cas prévus au paragraphe (9) du prédit article.**

Je certifie que les informations contenues dans ce formulaire sont véridiques, exactes et complètes.

Je reconnais par ma signature être informé(e) que :

- de fausses déclarations et/ou informations peuvent m'exposer à d'éventuelles poursuites pénales* et/ou à un retrait intégral du bénéfice de l'assistance judiciaire ;
- le retrait rend immédiatement exigibles contre ma personne les frais, droits, honoraires, indemnités, redevances, émoluments, consignations et avances de toute nature dont j'ai déjà bénéficié et que je devrais rembourser.

Protection des données à caractère personnel

Les données à caractère personnel communiquées dans le cadre de la présente demande d'assistance judiciaire sont traitées par l'Ordre des Avocats du Barreau territorialement compétent, en leur qualité de responsable du traitement, représenté par les Bâtonniers actuellement en fonction.

Le traitement des données est effectué dans le respect des dispositions du règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (« RGDP »), ainsi que de la loi du 1er août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et mise en œuvre du RGPD.

Le traitement effectué est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public dont le responsable du traitement est investi en vertu de la loi du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, telle que modifiée et du règlement grand-ducal du 18 septembre 1995, tel que modifié.

Les données recueillies dans ce formulaire, ainsi que celles nécessaires au traitement de la demande, ne peuvent servir à d'autres finalités que la gestion et le contrôle par le Barreau de Luxembourg et/ou de Diekirch relatives aux demandes d'assistance judiciaire et à leur suivi.

Le traitement de vos données fait l'objet d'un traitement afin de mener à bien votre demande et il est effectué dans le respect des dispositions légales auxquelles le responsable du traitement est soumis.

Les données et informations sont conservées pour la durée nécessaire à la réalisation des finalités du traitement.

* Article 496-1 du Code pénal.

Les destinataires de vos données sont les administrations et entités suivantes, compétentes dans le cadre du traitement de votre demande :

- Le Ministère de la Justice ;
- Les autorités judiciaires et administratives ;
- Les avocats en charge du dossier ;
- Nos sous-traitants chargés de l'infrastructure informatique ;
- L'Administration de l'Enregistrement et des Domaines ;
- La Chambre des Huissiers de Justice ;
- La Chambre des Notaires ;
- Conseil disciplinaire et administratif ;
- Conseil disciplinaire et administratif d'appel.

Les destinataires des données personnelles ne traiteront vos données que dans la mesure nécessaire à l'exécution de leurs missions respectives, et dans le respect de la réglementation y relative.

Suivant les termes de la réglementation applicable, le droit d'accès, de rectification, et le cas échéant d'effacement des informations vous concernant, peuvent être exercés, notamment le droit de vous opposer au traitement des données et de retirer votre consentement à tout moment. Cependant, en cas de retrait de votre consentement, nous ne serons plus en mesure de traiter votre demande dans la mesure où il s'agit de données indispensables au traitement et au suivi de celle-ci.

Si vous souhaitez exercer les droits susmentionnés, obtenir communication de vos informations ou recevoir tout renseignement complémentaire à ce sujet, veuillez-vous adresser au Barreau de Luxembourg au 2A, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg ou au Barreau de Diekirch à B.P. 68, L-9202 Diekirch, ou par courrier électronique à l'adresse dpo@barreau.lu pour le Barreau de Luxembourg ou info.diekirch@barreau.lu pour le Barreau de Diekirch. Votre demande sera traitée dans les meilleurs délais.

Vous avez également la possibilité d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale pour la protection des données ayant son siège à 1, Avenue du Rock'n'Roll, L-4361 Esch-sur-Alzette.

Avec le dépôt de cette demande auprès du Barreau de Luxembourg ou de Diekirch, vous acceptez que vos données personnelles soient traitées dans le cadre de votre demande d'assistance judiciaire et son suivi.

(Lieu) , le (Date)

signature du demandeur

Le présent formulaire est à envoyer, selon votre domicile, au :

Pour l'arrondissement judiciaire de Luxembourg :

Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg
Service de l'Assistance judiciaire
45, Allée Scheffer
L-2520 Luxembourg

Permanences :

45, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg (tél. : +352 46 72 72-1)

Les lundis et jeudis de 9.30 hrs à 11.30 hrs.

Lors de cette permanence, une personne sera à votre disposition pour examiner votre demande d'assistance judiciaire et répondre à vos questions.

Pour l'arrondissement judiciaire de Diekirch :

Ordre des Avocats du Barreau de Diekirch
B.P. 68
L-9201 DIEKIRCH

DOCUMENTS À JOINDRE À LA DEMANDE D'ASSISTANCE JUDICIAIRE ET ADRESSES UTILES

PIÈCES À JOINDRE À TOUTE DEMANDE D'ASSISTANCE JUDICIAIRE :

- Copie de la pièce d'identité ;
- Certificat d'affiliation du Centre commun de la sécurité sociale de chaque membre du ménage (adresse en annexe) ;
- Revenu mensuel de chaque membre du ménage : fiches de salaire (s'il n'y en a pas : certificat de revenu du Centre Commun de la Sécurité Sociale) – de chômage – de pension ou autres des 3 derniers mois indiquant les **montants bruts** (NB. des extraits bancaires ne sont pas suffisants) ;
- Les personnes bénéficiant d'une prestation de la part du Fonds National de Solidarité : une copie du dernier courrier émis par le Fonds National de Solidarité lors de l'évaluation de cette prestation avec le calcul et le décompte annexés à ce courrier ;
- Pension alimentaire :
 - Crédeur : pièces justificatives récentes sur le montant du terme courant de la pension alimentaire perçue avec la preuve de la perception des 3 derniers mois, sinon attestation sur l'honneur quant à l'absence de perception d'une pension alimentaire par le ménage ;
 - Débiteur : pièces justificatives attestant le paiement de la pension alimentaire des 3 derniers mois et le montant du terme courant de la pension alimentaire payée ;
- Certificat de propriété de chaque membre du ménage (adresse en annexe) ;
- Pièce justificative des immeubles situés à l'étranger ;
- Pièce justificative de la fortune mobilière (argent liquide, épargnes, actions, obligations, etc.) ;
- Logement : - si le ménage est locataire : copie du contrat de bail du ménage et quittances du loyer des 3 derniers mois ;
 - si le ménage rembourse un prêt immobilier : preuve du paiement de la mensualité ;
- Pièce attestant des revenus des biens immobiliers et mobiliers ;
- Copie du contrat d'assurance protection juridique ;
- Pièce justificative de l'affiliation à un syndicat, à l'Union Luxembourgeoise des Consommateurs, etc. ;
- Pièces concernant l'affaire pour laquelle le bénéfice de l'assistance judiciaire est demandé.

B. DÉTENU

- Certificat de détention ;
- Pièces concernant l'affaire pour laquelle le bénéfice de l'assistance judiciaire est demandé.

1/2

C. RÉFUGIÉ / DEMANDEUR D'ASILE

Vous devez joindre à votre demande :

- Copie de la pièce d'identité (si vous en avez une) ;
- Attestation de dépôt d'une demande de protection internationale pour chaque personne concernée par la demande ou à défaut une autre pièce attestant du dépôt d'une demande de régularisation de votre séjour au Luxembourg ;
- En cas de placement au Centre de Rétention : Attestation de placement du Centre de Rétention ;
- Pièces concernant l'affaire pour laquelle le bénéfice de l'assistance judiciaire est demandé.

et remplir les points A. et E. (1 à 8) de ce formulaire.

ADRESSES UTILES :

**Certificat d'affiliation / de revenu
du Centre Commun de la Sécurité Sociale :**

Centre Commun de la Sécurité Sociale
Département Affiliation
tél. : +352 40 14 1-1
125, route d'Esch
Adresse postale :
L-2975 LUXEMBOURG

Certificat de propriété :

Administration des Contributions Directes
Section des évaluations immobilières
tél. : +352 40 800-1
5, rue de Hollerich
B.P. 2354 L-1023 LUXEMBOURG

IMPORTANT :

Selon les dispositions du règlement grand-ducal du 18 septembre 1995, tel que modifié, l'assistance judiciaire s'applique de plein droit aux procédures ou actes d'exécution indispensables pour assurer l'exécution des décisions de justice obtenues avec son bénéfice.

Les greffiers et dépositaires d'actes publics délivrent gratuitement au bénéficiaire de l'assistance judiciaire les actes et expéditions nécessaires à la procédure ou à la mesure d'exécution (Art. 7 du r.g.d. du 18.9.95).

L'assistance judiciaire s'étend à tous les frais relatifs aux instances, procédures ou actes pour lesquels elle a été accordée et notamment aux : droits de timbre et d'enregistrement ; frais de greffe ; émoulement des avocats, droits et frais d'huissiers de justice ; frais et honoraires des notaires ; frais et honoraires des techniciens, taxes de témoins ; honoraires des traducteurs et interprètes ; frais pour certificats de coutume ; frais de déplacement ; droits et frais des formalités d'inscriptions, d'hypothèques et de nantissement ; frais d'insertion dans les journaux (Art.8 du r.g.d. du 18.9.95).

PROZESSKOSTENHILFEANTRAG

(GEÄNDERTES GESETZ VOM 10. AUGUST 1991 ÜBER DEN ANWALTSBERUF UND GEÄNDERTE GROSSHERZÖGL. VERORDNUNG VOM 18. SEPTEMBER 1995)

ACHTUNG: ANTRÄGE ZUR PROZESSKOSTENHILFE KÖNNEN NUR BEARBEITET WERDEN, WENN DAS FORMULAR VOLLSTÄNDIG AUSGEFÜLLT WURDE UND DIE ERFORDERLICHEN UNTERLAGEN BEILIEGEN!

→ **DIESES FORMULAR MUSS VOLLSTÄNDIG AUSGEFÜLLT WERDEN.**

(Punkt A, B, C, D und E)

→ **DIESEM ANTRAG SIND BEIZUFÜGEN:**

(Siehe Anhang Punkt A)

- Kopie des Personalausweises.
- Mitgliedsbescheinigung der Zentralstelle der Sozialversicherung (CCSS) für jedes Haushaltsmitglied.
- Eigentumsbescheinigung für jedes Haushaltsmitglied.
- Unterlagen zum Fall für den die Prozesskostenhilfe angefragt wird.
- Wenn zutreffend, sind die in Fußnote 1 bis 9 angegebenen Nachweise beizufügen.

ACHTUNG: DAS VORLIEGENDE FORMULAR IST GUT LESBAR AUSZUFÜLLEN UND DIE BEIGEFÜGTEN UNTERLAGEN SIND OHNE HEFTKLAMMERN EINZUREICHEN.

A. ANGABEN ZUM ANTRAGSTELLER DER PROZESSKOSTENHILFE

Name			
Vorname			
Matrikelnummer	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	Nationalität	
Alter		Geschlecht	<input type="checkbox"/> männlich <input type="checkbox"/> weiblich
Geburtsort		Geburtsdatum	
Hausnr. und Straße *			
Ort *		Postleitzahl *	
Telefon		Mobiltelefon	
Wohnhaft in Luxemburg	<input type="checkbox"/> seit der Geburt <input type="checkbox"/> seit dem _____ <input type="checkbox"/> nicht in Luxemburg wohnhaft		
Familienstand	<input type="checkbox"/> ledig <input type="checkbox"/> verheiratet <input type="checkbox"/> eingetragene Lebenspartnerschaft <input type="checkbox"/> verwitwet <input type="checkbox"/> geschieden <input type="checkbox"/> getrennt		
Berufliche Situation	<input type="checkbox"/> Arbeitnehmer(in) <input type="checkbox"/> Selbständige(r) <input type="checkbox"/> arbeitslos <input type="checkbox"/> Rentner(in) <input type="checkbox"/> Schüler(in) <input type="checkbox"/> Student(in) <input type="checkbox"/> Sonstiges: (bitte angeben) _____		
Arbeitgeber	Name: _____ Anschrift: _____		

* Der Antragsteller verpflichtet sich, unverzüglich jeden Adressenwechsel der Anwaltskammer mitzuteilen und erkennt die Gültigkeit jeder Mitteilung, die ihm an die letzte von ihm mitgeteilte Adresse gemacht wird, an.

Sind Sie	<input type="checkbox"/> inhaftiert	<p>→ Nur Punkt A und E (1 bis 8) dieses Formulars sind auszufüllen.</p> <p>→ Dem Antrag beizufügende Unterlagen siehe Anhang – Punkt B.</p>
	<input type="checkbox"/> Flüchtling	<p>Die Prozesskostenhilfe wird beantragt für:</p> <p><input type="checkbox"/> Antragsteller</p> <p><input type="checkbox"/> Antragsteller und Familie</p> <p>→ Nur Punkt A und E (1 bis 8) dieses Formulars sind auszufüllen.</p> <p>→ Dem Antrag beizufügende Unterlagen siehe Anhang – Punkt C.</p>
	<input type="checkbox"/> minderjährig	<p>→ Punkt A, B, C, D und E dieses Formulars sind auszufüllen.</p> <p>→ Dem Antrag beizufügende Unterlagen siehe Anhang – Punkt A.</p>

B. ANGABEN ZUM FAMILIENSTAND DES ANTRAGSTELLERS

B.1 EHEGATTE/PARTNER/LEBENSGEFÄHRTE

Name			
Vorname			
Geschlecht	<input type="checkbox"/> männlich	<input type="checkbox"/> weiblich	Nationalität
Geburtsdatum			
Hausnr. und Straße			
Ort			Postleitzahl
Beruf			Mobiltelefon
Arbeitgeber	Name:		
	Anschrift:		
Gegenpartei?	<input type="checkbox"/> Ja <input type="checkbox"/> Nein		

B.2 IM GLEICHEN HAUSHALT LEBENDE KINDER

[illegible]

Name, Vorname des Antragstellers _____

B.3 NICHT IM GLEICHEN HAUSHALT LEBENDE KINDER

[illegible]

B.4 ANDERE PERSONEN, DIE HAUSHALTSMITGLIED SIND

[illegible]

Mein Haushalt besteht am heutigen Tag aus Erwachsenen und Minderjährigen.

B.5 FALLS SIE MINDERJÄHRIG SIND: ANGABEN ZU DEN ELTERN

(Artikel 37-1(1) und 37-1 (5 bis) des geänderten Gesetzes vom 10. August 1991 über den Anwaltsberuf)

Mutter	
Name, Vorname	
Matrikelnummer	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
Geburtsort	
Geburtsdatum	
Adresse	

Vater	
Name, Vorname	
Matrikelnummer	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
Geburtsort	
Geburtsdatum	
Adresse	

C. ANGABEN ZUR VERMÖGENSLAGE

C.1 EINKOMMEN ALLER HAUSHALTSMITGLIEDER (BRUTTOBETRÄGE ANGEBEN) (1/2)

Wenn zutreffend ankreuzen:

	Einkommen des Antragstellers	Einkommen des Ehegatten/Partners/ Lebensgefährten	Einkommen anderer Haushaltsmitglieder	Einkommen anderer Haushaltsmitglieder
Name				
Vorname				
<input type="checkbox"/> Der Haushalt hat kein Einkommen.	Womit bestreiten Sie Ihren Lebensunterhalt?			
<input type="checkbox"/> Einkommen aus Berufstätigkeit (1)	Euro	Euro	Euro	Euro
<input type="checkbox"/> Krankengeld (1)	Euro	Euro	Euro	Euro
<input type="checkbox"/> Arbeitslosengeld (1)	Euro	Euro	Euro	Euro
<input type="checkbox"/> Einkommen zur sozialen Eingliederung (REVIS) (2)	Euro	Euro	Euro	Euro
<input type="checkbox"/> Eingliederungszulage – REVIS (2)	Euro	Euro	Euro	Euro
<input type="checkbox"/> Einkommen für schwerbehinderte Personen – RPGH (2)	Euro	Euro	Euro	Euro
<input type="checkbox"/> Rente in Luxemburg (1)	Euro	Euro	Euro	Euro
<input type="checkbox"/> Rente im Ausland (1)	Euro	Euro	Euro	Euro
<input type="checkbox"/> Unfallrente (z.B. von der AAA) (1)	Euro	Euro	Euro	Euro
<input type="checkbox"/> Erziehungspauschale (1)	Euro	Euro	Euro	Euro
<input type="checkbox"/> Familienzulagen (1)	Euro	Euro	Euro	Euro
<input type="checkbox"/> Mutterschaftsgeld (1)	Euro	Euro	Euro	Euro
<input type="checkbox"/> Erziehungszulage (1)	Euro	Euro	Euro	Euro
<input type="checkbox"/> Elternurlaub (1)	Euro	Euro	Euro	Euro
<input type="checkbox"/> Bezieher von Unterhalt (3)	Euro	Euro	Euro	Euro
<input type="checkbox"/> Eigentümer von Immobilien in Luxemburg	Einheitswert:	Einheitswert:	Einheitswert:	Einheitswert:
<input type="checkbox"/> Eigentümer von Immobilien im Ausland (4)	Einheitswert:	Einheitswert:	Einheitswert:	Einheitswert:
<input type="checkbox"/> Eigentümer von beweglichem Eigentum (Bargeld, Sparguthaben, Aktien, festverzinsliche Wertpapiere, Schuldverschreibungen, usw.) (4)	Euro	Euro	Euro	Euro
<input type="checkbox"/> Einkommen aus beweglichem Eigentum und Immobilien (Miete, Pachtzins, Wohnrecht, Nießbrauch, usw.) (4)	Euro	Euro	Euro	Euro
<input type="checkbox"/> Sonstige Einkünfte (Herkunft und Betrag angeben) (4)	Herkunft:	Herkunft:	Herkunft:	Herkunft:
	Euro	Euro	Euro	Euro

(1) Offizielle Nachweise für die letzten drei Monate beifügen, in denen die Höhe des monatlichen Bruttoeinkommens angegeben wird (z.B. die letzten drei Lohn- oder Gehaltszettel (falls nicht möglich: Einkommenszertifikat der Zentralstelle der Sozialversicherung), Bescheinigungen für Arbeitslosen- oder Rentenbezüge oder Sonstiges. N.B. Kontoauszüge sind nicht ausreichend).

(2) Beifügung einer Kopie des letzten Schreibens des Nationalen Solidaritätsfonds (FNS) anlässlich der Berechnung des Betrags der Leistung, welche vom Nationalen Solidaritätsfonds ausgezahlt wird, mit der Berechnung die diesem Schreiben beiliegt.

(3) Beifügung aktueller Nachweise über den monatlichen Betrag des geschuldeten Unterhalts mit dem Beweis der Beziehung dieses Unterhaltes der letzten drei Monate, ansonsten eine ehrenwörtliche Erklärung dass der Haushalt im Moment keinen Unterhalt bezieht.

(4) Nachweis beifügen

C.1 EINKOMMEN ALLER HAUSHALTSMITGLIEDER (BRUTTOBETRÄGE ANGEBEN) (2/2)

Wenn zutreffend ankreuzen:

	Einkommen anderer Haushaltsmitglieder	Einkommen anderer Haushaltsmitglieder	Einkommen anderer Haushaltsmitglieder	Einkommen anderer Haushaltsmitglieder
Name				
Vorname				
<input type="checkbox"/> Der Haushalt hat kein Einkommen. Womit bestreiten Sie Ihren Lebensunterhalt?				
<input type="checkbox"/> Einkommen aus Berufstätigkeit (1)	Euro	Euro	Euro	Euro
<input type="checkbox"/> Krankengeld (1)	Euro	Euro	Euro	Euro
<input type="checkbox"/> Arbeitslosengeld (1)	Euro	Euro	Euro	Euro
<input type="checkbox"/> Einkommen zur sozialen Eingliederung (REVIS) (2)	Euro	Euro	Euro	Euro
<input type="checkbox"/> Eingliederungszulage – REVIS (2)	Euro	Euro	Euro	Euro
<input type="checkbox"/> Einkommen für schwerbehinderte Personen – RPDH (2)	Euro	Euro	Euro	Euro
<input type="checkbox"/> Rente in Luxemburg (1)	Euro	Euro	Euro	Euro
<input type="checkbox"/> Rente im Ausland (1)	Euro	Euro	Euro	Euro
<input type="checkbox"/> Unfallrente (z.B. von der AAA) (1)	Euro	Euro	Euro	Euro
<input type="checkbox"/> Erziehungspauschale (1)	Euro	Euro	Euro	Euro
<input type="checkbox"/> Familienzulagen (1)	Euro	Euro	Euro	Euro
<input type="checkbox"/> Mutterschaftsgeld (1)	Euro	Euro	Euro	Euro
<input type="checkbox"/> Erziehungszulage (1)	Euro	Euro	Euro	Euro
<input type="checkbox"/> Elternurlaub (1)	Euro	Euro	Euro	Euro
<input type="checkbox"/> Bezieher von Unterhalt (3)	Euro	Euro	Euro	Euro
<input type="checkbox"/> Eigentümer von Immobilien in Luxemburg	Einheitswert:	Einheitswert:	Einheitswert:	Einheitswert:
<input type="checkbox"/> Eigentümer von Immobilien im Ausland (4)	Einheitswert:	Einheitswert:	Einheitswert:	Einheitswert:
<input type="checkbox"/> Eigentümer von beweglichem Eigentum (Bargeld, Sparguthaben, Aktien, festverzinsliche Wertpapiere, Schuldverschreibungen, usw.) (4)	Euro	Euro	Euro	Euro
<input type="checkbox"/> Einkommen aus beweglichem Eigentum und Immobilien (Miete, Pachtzins, Wohnrecht, Nießbrauch, usw.) (4)	Euro	Euro	Euro	Euro
<input type="checkbox"/> Sonstige Einkünfte (Herkunft und Betrag angeben) (4)	Herkunft:	Herkunft:	Herkunft:	Herkunft:
	Euro	Euro	Euro	Euro

(1) Offizielle Nachweise für die letzten drei Monate beifügen, in denen die Höhe des monatlichen Bruttoeinkommens angegeben wird

(z.B. die letzten drei Lohn- oder Gehaltszettel (Falls nicht möglich: Einkommenszertifikat der Zentralstelle der Sozialversicherung), Bescheinigungen für Arbeitslosen- oder Rentenbezüge oder Sonstiges. N.B. Kontoauszüge sind nicht ausreichend).

(2) Beifügung einer Kopie des letzten Schreibens des Nationalen Solidaritätsfonds (FNS) anlässlich der Berechnung des Betrags der Leistung, welche vom Nationalen Solidaritätsfonds ausbezahlt wird, mit der Berechnung die diesem Schreiben beiliegt.

(3) Beifügung aktueller Nachweise über den monatlichen Betrag des geschuldeten Unterhalts mit dem Beweis der Beziehung dieses Unterhaltes der letzten drei Monate, ansonsten eine ehrenwörtliche Erklärung dass der Haushalt im Moment keinen Unterhalt bezieht.

(4) Nachweis beifügen

Name, Vorname des Antragstellers

C.2 AUSGABEN DES HAUSHALTS

Handelt es sich um eine Mietwohnung?	<input type="checkbox"/> Nein <input type="checkbox"/> Ja (5)	Monatlicher Mietbetrag	Euro
Sind Sie oder ein anderes Mitglied Ihres Haushaltes unterhaltspflichtig?	<input type="checkbox"/> Nein <input type="checkbox"/> Ja (6)	Monatlicher Betrag	Euro
Belastung durch Immobiliendarlehen?	<input type="checkbox"/> Nein <input type="checkbox"/> Ja (7)	Monatlicher Betrag	Euro

(5) Kopie des Mietvertrags des Haushalts und Zahlungsnachweis für die Miete der letzten drei Monate beifügen.

(6) Nachweis für die Zahlung des Unterhaltes der letzten 3 Monate (z. B. Kontoauszug) und den Betrag des monatlichen geschuldeten Unterhalts beifügen.

(7) Nachweis beifügen.

D. KOSTENERSTATTUNG DER DURCH DIE PROZESSKOSTENHILFE GEDECKTEN KOSTEN

Haben Sie eine Rechtsschutzversicherung?	<input type="checkbox"/> Nein <input type="checkbox"/> Ja (8)	Name der Versicherungsgesellschaft
Sind Sie Mitglied einer Gewerkschaft, der luxemburgischen Verbrauchervereinigung, oder Sonstiges?	<input type="checkbox"/> Nein <input type="checkbox"/> Ja (9)	Bitte Name angeben
		Seit wann?

(8) Kopie des Versicherungsvertrags beifügen. (9) Nachweis beifügen.

E. STREIT ODER PROBLEM, WOFÜR DIE PROZESSKOSTENHILFE BEANTRAGT WIRD

E.1 GEGENSTAND (BITTE DAS ENTSPRECHENDE KÄSTCHEN ANKREUZEN!)

FÜR JEDE ANGELEGENHEIT muss EIN SEPARATER PROZESSKOSTENHILFEANTRAG gestellt werden!

☐ Mietverhältnis

☐ Scheidung

☐ Häusliche Gewalt

☐ Jugendschutz

☐ Sorgerecht, Besuchs- und Beherbergungsrecht

☐ Familienrecht (bitte angeben)

☐ Unterhalt

☐ Zivilrecht (bitte angeben)

☐ Handelsrecht (Bitte beachten: Kaufleute erhalten keine Prozesskostenhilfe für einen Rechtsstreit, der mit ihrem Gewerbe zusammenhängt! Art. 37-1(2) des geänderten Gesetzes vom 10. August 1991 über den Anwaltsberuf)

☐ Arbeitsrecht

☐ Strafrecht:

Aktenzeichen der Staatsanwaltschaft: Not.: _____

☐ Ordnungswidrigkeit (Polizeigericht)

☐ Vergehen (Strafkammer)

☐ Verbrechen (Kriminalkammer)

☐ Zivilkläger im Rahmen eines Strafprozesses:

Aktenzeichen der Staatsanwaltschaft: Not.: _____

☐ Verwaltungsrecht

☐ Antrag auf internationalen Schutz

Aktenzeichen des Außenministeriums: R- _____

Name, Vorname des Antragstellers _____,

☐ Sozialrecht

☐ Pfändung

☐ Sonstiges _____

(bitte angeben)

E.2 ZUSAMMENFASSENDE BESCHREIBUNG DES SACHVERHALTS

→ BITTE KOPIEN DER UNTERLAGEN ZUM FALL FÜR DEN DIE PROZESSKOSTENHILFE ANGEFRAGT WIRD BEIFÜGEN!

Zum Beispiel: Ladung, Antrag, Vorladung, Urteil, Berufungsschrift, Kündigungsschreiben, usw.

E.3 LAUFENDES ODER ANGESTREBTES VERFAHREN

E.4 DER DAMIT BEFASSTE ODER ZU BEFASSENDE RICHTERSHOF

☐ Friedensgericht (Justice de Paix)

☐ Bezirksgericht (Tribunal d'arrondissement)

☐ Berufungsgericht (Cour d'appel)

☐ Kassationsgerichtshof (Cour de cassation)

☐ Verwaltungsgericht (Tribunal administratif)

☐ Oberstes Verwaltungsgericht (Cour administrative)

☐ Schiedsrat der Sozialversicherung (Conseil arbitral de la sécurité sociale)

☐ Oberster Rat der Sozialversicherung (Conseil supérieur de la sécurité sociale)

E.5 STREITWERT

Streitwert, wenn der Gegenstand der Streitsache in Geld ausgedrückt werden kann:

EUR

E.6 SIND SIE KLÄGER ODER BEKLAGTER?

☐ Kläger ☐ Beklagter

Name, Vorname des Antragstellers

E.7 GEGENPARTEI

Name

Vorname

Geburtsdatum

Hausnr. und Straße

Ort

Postleitzahl

Verhältnis
zum Antragsteller

E.8 ANWALT/NOTAR/GERICHTSVOLLZIEHER

Ich werde von einem Anwalt vertreten:

☐ Ja

Name des Anwalts

Anwaltskanzlei

Anschrift des Anwalts

In dieser Sache vertreten seit

Ist der Anwalt über den Prozesskostenhilfeantrag informiert?

☐ Ja

☐ Nein

Ist der Anwalt mit dem Prozesskostenhilfeantrag einverstanden?

☐ Ja

☐ Nein

Wurden Sie in derselben Angelegenheit auch von einem anderen Anwalt beraten?

☐ Ja / Name des Anwalts:

Von wann bis wann?

☐ Nein

☐ Nein

Haben Sie bezüglich des Anwalts eine Präferenz?

☐ Ja

Name des Anwalts

Anwaltskanzlei

Anschrift des Anwalts

☐ Nein (der Präsident der Anwaltskammer wird Ihnen einen Anwalt zuweisen)

Ich nehme die Dienste eines Notars/Gerichtsvollziehers in Anspruch:

☐ Ja

Name des Notars/
Gerichtsvollziehers

Anschrift

☐ Nein

Name, Vorname des Antragstellers

SIND SIE BEREITS NUTZNIESSER DER PROZESSKOSTENHILFE?

☐ Nein

☐ Ja

Seit wann?

Aktenzeichen (ref.) der Prozesskostenhilfebewilligung:

Name des Anwalts:

WER HAT DEN PROZESSKOSTENHILFEANTRAG AUSGEFÜLLT

Name

Vorname

Organisation,
Einrichtung,
Anwaltskanzlei, usw.

Telefon

E-Mail

Hiermit beantrage ich Prozesskostenhilfe ab dem _____ (Datum) gemäß dem geänderten Gesetz vom 10. August 1991 über den Anwaltsberuf und erkläre, keinerlei Anspruch auf Erstattung der Anwaltskosten und sonstigen Kosten von einem Dritten zu haben.

Der Unterzeichnender bestätigt informiert worden zu sein und gibt sein Einverständnis, dass der Präsident der Anwaltskammer gemäß Artikel 37-1 (6) des geänderten Gesetzes vom 10.08.1991, die Prozesskostenhilfe aberkennen kann, wenn der Begünstigte in dieser Instanz oder bei der Erfüllung dieser Handlungen oder in Folge deren Mittel erhält, sodass er keine Prozesskostenhilfe bekommen hätte, wenn sie bereits bei der Beantragung der Prozesskostenhilfe vorgelegen hätten. Jede diesbezügliche Änderung sowie jede etwaige Adressänderung muss dem Präsidenten der Anwaltskammer vom Begünstigten oder von dem betrauten Anwalt in den in Absatz (9) des genannten Artikels vorgesehenen Fällen mitgeteilt werden.

Ich bestätige, dass die in diesem Formular gemachten Angaben wahrheitsgetreu, richtig und vollständig sind.

Mit meiner Unterschrift bestätige ich zu wissen, dass:

- mir bei Angabe falscher Erklärungen und/oder Informationen strafrechtliche Schritte* drohen und/oder die Prozesskostenhilfe vollständig aberkannt werden kann;
- in diesem Fall muss ich sämtliche Kosten, Gebühren, Honorare, Entschädigungen, Abgaben, Bezüge, Hinterlegungen und Vorschüsse jeglicher Art, in deren Genuss ich gekommen bin, unverzüglich erstatten.

Schutz personenbezogener Daten

Alle im Rahmen dieser Prozesskostenhilfeanfrage mitgeteilten personenbezogenen Daten werden von der örtlich zuständigen Anwaltskammer, in ihrer Eigenschaft als Verantwortliche der Verarbeitung, vertreten durch den derzeitigen Präsidenten der Anwaltskammer im Amt, verarbeitet.

Die Datenverarbeitung erfolgt im Einklang mit den Bestimmungen der Verordnung (EU) 2016/679 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten, zum freien Datenverkehr („DSGVO“), und dem Gesetz vom 1. August 2018 über die Organisation der nationalen Kommission für den Datenschutz und Umsetzung der DSGVO.

Die Verarbeitung ist für die Wahrnehmung einer im öffentlichen Interesse übertragenen Aufgabe, die den Verantwortlichen durch das geänderte Gesetz vom 10. August 1991 über den Anwaltsberuf und die geänderte großherzogliche Verordnung vom 18. September 1995 übertragen wurde, erforderlich.

Die in diesem Formular gesammelten sowie alle weiteren Daten, die für die Bearbeitung der Anfrage notwendig sind, werden ausschließlich für die Verwaltung und Prüfung durch die Anwaltskammer Luxemburg und/oder die Anwaltskammer Diekirch der angefragten Prozesskostenhilfen und deren Weiterverfolgung verwendet.

Die Verarbeitung ihrer Daten erfolgt im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen, denen der Verantwortliche der Verarbeitung unterliegt, um Ihre Anfrage ordnungsgemäß bearbeiten zu können.

Die Daten und Informationen werden so lange wie für die erhobenen Zwecke erforderlich, aufbewahrt.

* Artikel 496-1 des Strafgesetzbuches.

Die Empfänger Ihrer persönlichen Daten sind die folgende Verwaltungen und Einrichtungen, welche im Rahmen der Bearbeitung ihrer Anfrage zuständig sind:

- Das Justizministerium;
- Justiz- und Verwaltungsbehörden;
- Der mit dem Verfahren befasste Anwalt;
- Unsere Unterauftragnehmer für die IT-Infrastruktur;
- Die Registrierungs und Domänenverwaltung;
- Die Kammer der Gerichtsvollzieher;
- Die Notarkammer;
- Administrativer und disziplinarischer Rat;
- Administrativer und disziplinarischer Berufungsrat.

Die Empfänger Ihrer personenbezogenen Daten verarbeiten diese in dem jeweils erforderlichen Umfang, für die Wahrnehmung ihrer jeweiligen Aufgaben, und dies unter Einhaltung der anwendbaren Vorschriften.

Gemäß der anwendbaren Regelung können das Recht auf Auskunft und auf Berichtigung, sowie gegebenenfalls das Recht auf Löschung der Daten, die Sie betreffen, ausgeübt werden. Insbesondere können Sie sich der Verarbeitung Ihrer Daten widersetzen und Ihre Einwilligung jederzeit widerrufen. Im Falle einer Rücknahme der Zustimmung, werden wir jedoch nicht mehr im Stande sein Ihre Anfrage und deren Weiterverfolgung zu bearbeiten, da es sich um für die Bearbeitung unentbehrliche Daten handelt.

Wenn Sie die oben genannten Rechte ausüben, ihre Daten übermittelt oder zusätzliche Informationen bekommen möchten, wenden Sie sich bitte an die Anwaltskammer Luxemburg unter der Adresse 2A, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxemburg oder an die Anwaltskammer Diekirch unter der Adresse B.P. 68, L-9202 Diekirch, oder per E-Mail unter folgender Adresse: dpo@barreau.lu für die Anwaltskammer Luxemburg oder info.diekirch@barreau.lu für die Anwaltskammer Diekirch. Ihr Antrag wird so schnell wie möglich bearbeitet.

Sie haben auch die Möglichkeit eine Beschwerde bei der nationalen Kommission für den Datenschutz unter folgender Adresse 1, Avenue du Rock'n'Roll, L-4361 Esch-sur-Alzette einzureichen.

Mit dem Einreichen dieses Antrags bei der Anwaltskammer Luxemburg oder Diekirch, erklären Sie sich damit einverstanden, dass Ihre persönlichen Daten, im Rahmen Ihrer Prozesskostenhilfeanfrage und deren Weiterverfolgung, bearbeitet werden.

(Ort) _____, den _____ (Datum)

Unterschrift des Antragstellers

Das vorliegende Formular ist je nach Wohnort an folgende Adresse zu senden:

Für den Gerichtsbezirk Luxemburg:

Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg
Service de l'Assistance judiciaire
45, Allée Scheffer
L-2520 Luxembourg

Bereitschaftsdienst:

45, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg (Tel.: 46 72 72-1)
Montag und Donnerstag von 09:30 Uhr bis 11:30 Uhr.
Beim Bereitschaftsdienst steht Ihnen eine Person zur Verfügung, die Ihren Antrag auf Prozesskostenhilfe prüft und Fragen beantwortet.

Für den Gerichtsbezirk Diekirch:

Ordre des Avocats du Barreau de Diekirch
B.P. 68
L-9201 Diekirch

ANLAGE

DEM PROZESSHILFEANTRAG BEIZUFÜGENDE UNTERLAGEN UND NÜTZLICHE ADRESSEN

ACHTUNG: PROZESSKOSTENHILFEANTRÄGE KÖNNEN NUR BEARBEITET WERDEN, WENN DAS FORMULAR VOLLSTÄNDIG AUSGEFÜLLT WURDE UND DIE ERFORDERLICHEN UNTERLAGEN BEILIEGEN!

A. JEDEM ANTRAG AUF PROZESSKOSTENHILFE SIND FOLGENDE UNTERLAGEN BEIZUFÜGEN:

Damit Ihr Antrag auf Prozesskostenhilfe bearbeitet werden kann, muss das Antragsformular auf Prozesskostenhilfe vollständig ausgefüllt und folgende Unterlagen beigelegt werden.

- Kopie des Personalausweises
- Mitgliedsbescheinigung der Zentralstelle der Sozialversicherung (CCSS) für jedes Haushaltsmitglied (Anschrift im Anhang)
- Monatseinkommen aller Haushaltsmitglieder: Lohn- oder Gehaltszettel (Falls nicht möglich: Einkommenszertifikat der Zentralstelle der Sozialversicherung), Bescheinigungen für Arbeitslosengeld, Rentenbezüge oder Sonstiges der letzten drei Monate mit Angabe der **Bruttobeträge**. (N.B. Kontoauszüge sind nicht ausreichend.)
- Personen die eine Leistung vom Nationalen Solidaritätsfonds (FNS) beziehen: eine Kopie des letzten Schreibens des Nationalen Solidaritätsfonds (FNS) anlässlich der Berechnung des Betrags der Leistung, welche vom Nationalen Solidaritätsfonds ausgezahlt wird, mit der Berechnung die diesem Schreiben beiliegt
- Unterhalt:
 - Bezieher von Unterhalt: Beifügung aktueller Nachweise über den monatlichen Betrag des geschuldeten Unterhalts mit dem Beweis der Beziehung dieses Unterhaltes der letzten drei Monate, ansonsten eine ehrenwörtliche Erklärung dass der Haushalt im Moment keinen Unterhalt bezieht
 - Unterhaltspflichtiger: Beifügung aktueller Nachweise der Zahlung des Unterhaltes der letzten drei Monate sowie über den Betrag des monatlichen geschuldeten Unterhalts
- Eigentumsbescheinigung für jedes Haushaltsmitglied (Anschrift im Anhang)
- Nachweis für Immobilien im Ausland
- Vermögensnachweis (Bargeld, Sparguthaben, Aktien, festverzinsliche Wertpapiere, usw.)
- Wohnung: - Wenn Sie Mieter sind: Kopie des Mietvertrags des Haushaltes und Quittungen für die Miete der letzten drei Monate
- Wenn Sie ein Immobiliendarlehen zurückzahlen: Nachweis der Ratenzahlung
- Einkommensnachweis für Immobilien und bewegliche Vermögenswerte
- Kopie des Versicherungsvertrags
- Nachweis der Mitgliedschaft einer Gewerkschaft, der luxemburgischen Verbrauchervereinigung, oder Sonstiges
- Unterlagen zum Fall für den die Prozesskostenhilfe angefragt wird

AUSNAHMEN GELTEN FÜR:

B. HÄFTLINGE

Ihrem Antrag beizufügen sind:

- Haftbescheinigung
- Unterlagen zum Fall für den die Prozesskostenhilfe angefragt wird

Punkt A und E (1 bis 8) dieses Formulars sind auszufüllen.

C. FLÜCHTLINGE/ASYLBEWERBER

Ihrem Antrag beizufügen sind:

- Kopie des Personalausweises (wenn Sie einen besitzen)
- Bescheinigung der Einreichung eines Antrags auf internationalen Schutz für jede vom Antrag betroffene Person bzw. ersatzweise anderer Nachweis der Einreichung eines Antrags auf Legalisierung Ihres Aufenthalts in Luxemburg
- Im Falle eines Aufenthalts im Abschiebezentrum: Bescheinigung vom Abschiebezentrum
- Unterlagen zum Fall für den die Prozesskostenhilfe angefragt wird

Punkt A und E (1 bis 8) dieses Formulars sind auszufüllen.

NÜTZLICHE ADRESSEN

Mitgliedsbescheinigung und Einkommenszertifikat der Zentralstelle der Sozialversicherungen (CCSS):

Zentralstelle der Sozialversicherungen:
Abteilung Mitgliedschaft

Tel.: 40 14 1-1

125, route d'Esch

Postanschrift:
L-2975 Luxemburg

Eigentumsbescheinigung

Steuerverwaltung
Sektion Immobilienbewertung

Tel.: 40 800-1

5, rue de Hollerich
B.P. 2354 L-1023 Luxemburg

Wichtig:

Gemäß den Bestimmungen der geänderten großherzoglichen Verordnung vom 18. September 1995 wird Prozesskostenhilfe von Rechts wegen für Verfahren oder Vollstreckungshandlungen gewährt, die für die Vollstreckung gerichtlicher Entscheidungen unverzichtbar sind, die mit deren Hilfe erwirkt wurden.

Gerichtsschreiber und Verwahrstellen öffentlicher Urkunden stellen einem Empfänger von Prozesskostenhilfe unentgeltlich die für das Verfahren oder die Vollstreckungshandlung erforderlichen Urkunden und Ausfertigungen aus (Artikel 7 der großherzogl. Verordnung vom 18.09.1995).

Die Prozesskostenhilfe gilt für alle Kosten für Instanzen, Prozesse oder Handlungen, für die sie bewilligt wurde, insbesondere für: Stempel- und Eintragungsgebühren, Gerichtsgebühren, Anwaltsbezüge, Gerichtsvollziehergebühren und -kosten, Notargebühren und -honorare, Gebühren und Honorare von Technikern, Zeugenbegutachtung, Übersetzer- und Dolmetscherhonorare, Kosten für Bescheinigungen über geltendes Recht, Reisekosten, Gebühren und Kosten für Eintragungs-, Sicherungs- und Lösungsformalitäten und Kosten für die Veröffentlichung in Tageszeitungen (Artikel 8 der großherzogl. Verordnung vom 18.09.1995).

(LAW OF 10TH AUGUST 1991 ON THE LEGAL PROFESSION, AS AMENDED AND THE GRAND DUCAL REGULATION OF 18TH SEPTEMBER 1995, AS AMENDED)

(Sections A, B, C, D and E)

(Please see Appendix - section A)

Name, first name of applicant

Are you a	<input type="checkbox"/> Detainee	<p>→ Complete only sections A and E (1-8) of this form.</p> <p>→ Please refer to the Appendix - section B to determine which documents you need to append to your application.</p>
	<input type="checkbox"/> Refugee	<div> <div>Legal aid is requested for:</div> <div> <input type="checkbox"/> Applicant only <input type="checkbox"/> Applicant and his/her family </div> </div> <p>→ Complete only sections A and E (1-8) of this form.</p> <p>→ Please refer to the Appendix - section C to determine which documents you need to append to your application.</p>
	<input type="checkbox"/> Minor	<p>→ Complete sections A, B, C, D and E of this form.</p> <p>→ Please refer to the Appendix - section A to determine which documents you need to append to your application.</p>

B. INFORMATION ON THE APPLICANT'S FAMILY SITUATION

B.1 SPOUSE/PARTNER/COHABITEE

Name	
First name	
Gender	<input type="checkbox"/> Male <input type="checkbox"/> Female
Nationality	
Date of birth	
House number and street name	
Town/City	Postal code
Occupation	Mobile phone
Employer	Name: Address:
Opposing party?	<input type="checkbox"/> Yes <input type="checkbox"/> No

B.2 CHILDREN LIVING IN THE HOUSEHOLD

[illegible]

Name, first name of applicant

B.3 CHILDREN LIVING OUTSIDE THE HOUSEHOLD

Name and first name	Date of birth	Occupation/Employer

B.4 OTHER HOUSEHOLD MEMBERS

Name and first name	Relationship to applicant	Date of birth	Occupation/Employer

My household consists this day of adult(s) and minor(s).

B.5 IF YOU ARE A MINOR: PARENTAL INFORMATION

(Art. 37-1(1) and 37-1 (5 bis) of the law of 10th August 1991 on the legal profession, as amended)

Mother	
Name, First name	<input type="text"/>
Social security number	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
Place of birth	<input type="text"/>
Date of birth	<input type="text"/>
Address	<input type="text"/>
Father	
Name, First name	<input type="text"/>
Social security number	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
Place of birth	<input type="text"/>
Date of birth	<input type="text"/>
Address	<input type="text"/>

Name, first name of applicant

C. FINANCIAL INFORMATION

C.1 INCOME OF ALL HOUSEHOLD MEMBERS (PLEASE INDICATE GROSS AMOUNTS) (1/2)

Please tick the relevant boxes		Applicant's income	Income of the Spouse/ Partner/ Cohabitee	Income of other household members	Income of other household members
Name					
First name					
<input type="checkbox"/>	The household has no income	What do you live on?			
<input type="checkbox"/>	Professional income (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/>	Sickness allowance (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/>	Unemployment benefit (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/>	Social inclusion income (REVIS) (2)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/>	Allowance of inclusion - REVIS (2)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/>	Income for severely disabled persons - RPGH (2)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/>	Luxembourg Pension (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/>	Foreign pension (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/>	Injury pension (e.g. from the AAA) (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/>	Upbringing allowance (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/>	Family allowance (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/>	Maternity allowance (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/>	Child raising allowance (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/>	Parental leave (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/>	Recipient of spousal maintenance/ child support payments (3)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/>	Owner of property in Luxembourg	Unit Value:	Unit Value:	Unit Value:	Unit Value:
<input type="checkbox"/>	Owner of property abroad (4)	Unit Value:	Unit Value:	Unit Value:	Unit Value:
<input type="checkbox"/>	Owner of movable assets (cash, savings, stocks, bonds, securities etc.) (4)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/>	Income from movable and immovable assets (rent, tenant farming, residential rights, usufruct, etc.). (4)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/>	Other income (please specify source and amount) (4)	Source:	Source:	Source:	Source:
		EUR	EUR	EUR	EUR

(1) Attach official supporting documents indicating the gross amount of the respective income for the last 3 months (e.g. the last 3 payslips or failing that: certificate of earnings from the Joint Social Security Centre) – or proof of unemployment benefit - pension or other. N.B. bank statements are not sufficient).

(2) Attach a copy of the last sent letter by the National Solidarity Fund (FNS) regarding the calculation of the amount of the benefit, which is paid by the National Solidarity Fund, with the calculation attached to this letter.

(3) Attach recent supporting documents indicating the monthly amount of the owed spousal maintenance / child support with the proof of the receipt of this spousal maintenance / child support during the last three months, or, failing that, a declaration of honor regarding the absence of perception of a spousal maintenance / child support by the household.

(4) Attach supporting documentation.

Name, first name of applicant

C.1 INCOME OF ALL HOUSEHOLD MEMBERS (PLEASE INDICATE GROSS AMOUNTS) (2/2)

	Income of other household members	Income of other household members	Income of other household members	Income of other household members
Please tick the relevant boxes				
<input type="checkbox"/> The household has no income	What do you live on?			
<input type="checkbox"/> Professional income (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Sickness allowance (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Unemployment benefit (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Social inclusion income (REVIS) (2)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Allowance of inclusion - REVIS (2)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Income for severely disabled persons - RPGH (2)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Luxembourg Pension (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Foreign pension (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Injury pension (e.g. from the AAA) (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Upbringing allowance (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Family allowance (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Maternity allowance (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Child raising allowance (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Parental leave (1)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Recipient of spousal maintenance/ child support payments (3)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Owner of property in Luxembourg	Unit Value:	Unit Value:	Unit Value:	Unit Value:
<input type="checkbox"/> Owner of property abroad (4)	Unit Value:	Unit Value:	Unit Value:	Unit Value:
<input type="checkbox"/> Owner of movable assets (cash, savings, stocks, bonds, securities etc.) (4)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Income from movable and immovable assets (rent, tenant farming, residential rights, usufruct, etc.). (4)	EUR	EUR	EUR	EUR
<input type="checkbox"/> Other income (please specify source and amount) (4)	Source:	Source:	Source:	Source:
	EUR	EUR	EUR	EUR

- (1) Attach official supporting documents indicating the gross amount of the respective income for the last 3 months (e.g. the last 3 payslips (or failing that: certificate of earnings from the Joint Social Security Centre) – or proof of unemployment benefit - pension or other. N.B. bank statements are not sufficient).
- (2) Attach a copy of the last sent letter by the National Solidarity Fund (FNS) regarding the calculation of the amount of the benefit, which is paid by the National Solidarity Fund, with the calculation attached to this letter.
- (3) Attach recent supporting documents indicating the monthly amount of the owed spousal maintenance / child support with the proof of the receipt of this spousal maintenance / child support during the last three months, or, failing that, a declaration of honor regarding the absence of perception of a spousal maintenance / child support by the household.
- (4) Attach supporting documentation.

Name, first name of applicant

C.2 HOUSEHOLD EXPENDITURE

Is the household a tenant household?	<input type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes (5)	Monthly rent amount	EUR
Is the household paying child support/ spousal maintenance?	<input type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes (6)	Monthly amount	EUR
Is the household repaying a mortgage?	<input type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes (7)	Monthly amount	EUR

(5) Attach a copy of the household's lease contract and rental receipts for the last 3 months.

(6) Attach proof of the payment for the last 3 months (e.g. bank statement) and monthly amount of spousal maintenance/child support.

(7) Attach supporting documentation.

D. REIMBURSEMENT OF EXPENSES TO BE COVERED BY LEGAL AID:

Do you hold a legal protection insurance policy?	<input type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes (8)	Name of insurer
Are you a member of a trade union, the Luxembourgish Consumer Protection Association, or other?	<input type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes (9)	Specify the name
		Since

(8) Attach a copy of the contract. (9) Attach supporting documentation.

E. DISPUTE OR PROBLEM FOR WHICH LEGAL AID IS REQUESTED:

E.1 PURPOSE (TICK THE CORRESPONDING BOX!)

Please note that you must submit A REQUEST for legal aid FOR EACH CASE!

↓

☐ Lease contract

☐ Divorce

☐ Domestic violence

☐ Youth protection

☐ Child custody, Right of visit and accommodation

☐ Family Law (Please specify)

☐ Spousal maintenance/child support

☐ Civil (Please specify)

☐ Commercial law
(N.B. Legal aid is not available to traders involved in disputes relating to their commercial activity! Art.37-1 (2) of the Law of 10th August 1991 on the legal profession, as amended)

☐ Labour law

☐ Criminal law:

Prosecution notice: Not.: _____

☐ Fine (Police Court)

☐ Offence (Magistrates' Court)

☐ Crime (Criminal Court)

☐ Civil party in a criminal case:

Prosecution notice: Not.: _____

☐ Administrative law

☐ Application for international asylum

Ministry of Foreign Affairs' reference: R- _____

Name, first name of applicant

☐ Social law

☐ Attachment order

☐ Other

(Please specify)

E.2 BRIEF DESCRIPTION OF THE CIRCUMSTANCES OF THE DISPUTE

→ PLEASE ATTACH COPIES OF THE DOCUMENTS RELATING TO THE CASE FOR WHICH THE BENEFIT OF LEGAL AID IS ASKED!

For example: subpoena, petition, notice to appear, writ of summons, judgment, notice of appeal, letter of dismissal, etc.

E.3 PROCEEDINGS PENDING OR TO BE INITIATED

E.4 COURT TO WHICH THE CASE HAS OR WILL BE REFERRED TO

☐ Magistrates' Court (*Justice de Paix*)

☐ District Court (*Tribunal d'arrondissement*)

☐ Court of Appeal (*Cour d'appel*)

☐ Court of Cassation (*Cour de cassation*)

☐ Administrative Court of First Instance (*Tribunal administratif*)

☐ Administrative Court (*Cour administrative*)

☐ Social Security Arbitration Board (*Conseil arbitral de la sécurité sociale*)

☐ Social Security Appeals Board (*Conseil supérieur de la sécurité sociale*)

E.5 VALUE/PURPOSE OF THE DISPUTE

Value of the dispute, if this can be expressed in financial terms:

EUR

E.6 ARE YOU THE PLAINTIFF OR DEFENDANT?

☐ Plaintiff ☐ Defendant

Name, first name of applicant

E.7 OPPOSING PARTY

Name

First name

Date of birth

House number
and street name

Town/City

Postal code

Relationship
to applicant

E.8 LAWYER/NOTARY/BAILIFF

I am being represented by a lawyer:

☐ Yes

Name of lawyer

Law firm

Address of lawyer

Assisted in this case since

Is the lawyer aware of the application for legal aid?

☐ Yes

☐ No

Does the lawyer agree with the application for legal aid?

☐ Yes

☐ No

Have you been represented by another lawyer in this case?

☐ Yes / Name of lawyer:

From which date to which date?

☐ No

☐ No

Do you have a preference for a particular lawyer?

☐ Yes

Name of lawyer

Law firm

Address of lawyer

☐ No (A lawyer will be appointed for you by the President of the Bar Association)

I am being assisted by a notary / bailiff:

☐ Yes

Name of notary / bailiff

Address

☐ No

Name, first name of applicant

ARE YOU ALREADY RECEIVING LEGAL AID?

☐ No

☐ Yes

Since:

Legal aid agreement details:

Name of lawyer:

PERSON COMPLETING THIS APPLICATION FOR LEGAL AID

Name

First name

Organisation,
institution, law firm,
etc.

Telephone

e-mail

I hereby request legal aid with effect from _____ (Date) in accordance with the law of 10th August 1991 on the legal profession, as amended and I further declare that I am not entitled, in any capacity, to reimbursement by a third party of expenses to be covered by legal aid.

The undersigned acknowledges and accepts that in accordance with Art. 37-1 (6) of the Law of 10th August 1991 on the legal profession, as amended, the President of the Bar Association may withdraw legal aid if the beneficiary accrues financial means during the proceedings or during the completion of these measures or as a result of such proceedings or measures which, had they existed on the day that legal aid was requested, would have precluded any such entitlement. **Any changes of this nature, as well as any change of address, must be declared to the President of the Bar Association by the beneficiary or by the lawyer appointed, as provided for in subsection (9) of the aforementioned article.**

I hereby certify that the information I have provided on this form is true, accurate and complete.

I acknowledge by my signature, that I have been informed that:

- any false statements and/or information may lead to prosecution* and/or the full withdrawal of legal aid;
- any such withdrawal renders all costs, charges, fees, allowances, payments, emoluments, deposits and advances of any nature already disbursed on behalf of the applicant immediately payable by the applicant.

Protection of personal data

The personal data communicated within the framework of the present application for legal aid are processed by the territorially competent Bar Association, in their quality of responsible for processing, represented by the Presidents of the bar at present in function.

The processing of data is performed in compliance with the provisions of the regulation (EU) 2016/679 on the protection of natural persons with regard to the processing of personal data and on the free movement of such data ("GDPR") and of the law of 1st August 2018 relating the organisation of the National Commission for Data Protection and the implementation of the GDPR.

The operated processing is necessary for the execution of a mission of public interest with which the responsible for processing is invested by virtue of the law of 10th August 1991 on the legal profession, as amended and the grand ducal regulation of 18th September 1995, as amended.

The data collected through this form, as well as all other data that is required for the processing of the application, is used exclusively for the administration and the control by the Luxembourg Bar Association and/or the Diekirch Bar Association relating to the applications for legal aid and their follow-up.

The processing of your data is the object of a treatment to achieve a successful conclusion for your application and it's made in compliance with the applicable legal provisions to which the responsible for processing is subjected.

The data and information are kept for the time necessary to achieve the purposes of the processing.

* Article 496-1 of the Penal Code.

Name, first name of applicant

The addressees of your data are the following administrations and entities, competent within the framework of the processing of your application:

- The Ministry of Justice;
- The judicial and administrative authorities;
- The lawyers in charge of the file;
- Our subcontractors in charge of the IT infrastructure;
- The Administration of the Recording and Domains;
- The Chamber of the Bailiffs;
- The Chamber of Notaries;
- Disciplinary and administrative Council;
- Disciplinary and administrative Council of appeal.

The addressees of the personal data will process your data only in the necessary measure for the execution of their respective missions, and in compliance with the applicable regulations.

According to the terms of the applicable regulations, the right of access and of rectification, and if necessary, the right to erase data concerning you, can be exercised, particularly the right to object to the processing of your data and to withdraw your consent at any time. However, in case of withdraw of your consent, we will be unable to process your application insofar as this data is essential for the treatment of the application for legal aid and its follow-up.

If you wish to exercise the above-mentioned rights, to obtain communication of your information or to receive any additional information on this matter, please contact the Luxembourg Bar Association 2A, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg or the Diekirch Bar Association B.P. 68, L-9202 Diekirch, or by e-mail dpo@barreau.lu for the Luxembourg Bar Association or info.diekirch@barreau.lu for the Diekirch Bar Association. Your request will be handled as soon as possible.

You also have the possibility to lodge a complaint with the National Commission for Data Protection having his seat in 1, Avenue du Rock'n'Roll, L-4361 Esch-sur-Alzette.

With the deposit of this application at the Luxembourg or Diekirch Bar Association, you accept that your personal data are processed within the framework of your application for legal aid and its follow-up.

(Place) _____, the _____ (Date)

Signature of applicant

This form is to be returned, depending on your place of residence, to:

For the judicial district of Luxembourg:

Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg
Service de l'Assistance judiciaire
45, Allée Scheffer
L-2520 Luxembourg

On-call service:

45, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg (Tel. +352 46 72 72-1)
Mondays and Thursdays from 9.30am to 11.30am.
During this time, a person will be available to review your request for legal aid and to answer your questions.

For the judicial district of Diekirch:

Ordre des Avocats du Barreau de Diekirch
B.P. 68
L-9201 DIEKIRCH

APPENDIX

DOCUMENTS THAT MUST BE APPENDED TO THE APPLICATION FOR LEGAL AID, AND USEFUL ADDRESSES

ATTENTION: APPLICATIONS FOR LEGAL AID WILL NOT BE PROCESSED IF THE FORM IS NOT COMPLETE AND IF THE REQUIRED DOCUMENTS ARE NOT ATTACHED!

A. DOCUMENTS TO BE APPENDED TO ANY APPLICATION FOR LEGAL AID:

To ensure your legal aid application is processed, you must complete the entire application form and attach the following documents:

- A copy of a valid proof of identification;
- A certificate of registration with the Joint Social Security Centre (Centre Commun de la Sécurité Sociale) for each household member (please refer to the Appendix for the address);
- The income of all household members: payslips (or failing that: certificate of earnings from the Joint Social Security Centre)
 - unemployment benefit - pension or other for the last 3 months indicating the **gross amounts** (N.B. bank statements are not sufficient);
- Persons benefiting from an allowance paid by the National Solidarity Fund (FNS): a copy of the last sent letter by the National Solidarity Fund (FNS) regarding the calculation of the amount of the benefit, which is paid by the National Solidarity Fund, with the calculation attached to this letter;
- Spousal maintenance / child support:
 - Recipient of spousal maintenance / child support: attach recent supporting documents indicating the monthly amount of the owed spousal maintenance / child support with the proof of the receipt of this spousal maintenance / child support during the last three months, or, failing that, a declaration of honor regarding the absence of perception of a spousal maintenance / child support by the household;
 - Debtor of spousal maintenance / child support: attach proof of the payment and monthly amount of spousal maintenance / child support for the last 3 months;
- Certificate of ownership for each household member (please refer to the Appendix for the address);
- Supporting documentation for any property located abroad;
- Supporting documentation for any movable assets (cash, savings, stocks, bonds, etc.);
- Housing: - if you are renting: a copy of the lease and rental receipts for the last 3 months;
 - if you are repaying a mortgage: proof of payment of the monthly payments;
- Document certifying income from movable or immovable property;
- Copy of the insurance contract for legal protection;
- Supporting documentation relating to the membership of a trade union, the Luxembourgish Consumer Protection Association, or other;
- Documents relating to the case for which the benefit of legal aid is asked.

UNLESS YOU ARE:

B. A DETAINEE

You must append to your application:

- Certificate of detention;
- Documents relating to the case for which the benefit of legal aid is asked.

and complete sections A, and E. (1-8) of this form.

C. A REFUGEE / ASYLUM SEEKER

You must append to your application:

- A copy of a valid proof of identification (if you have one);
- Proof of submission of an application for international asylum for each person involved in the application, or failing that, another document certifying submission of an application to legalise your stay in Luxembourg;
- In the case of placement in a detention centre: detention certificate of that centre;
- Documents relating to the case for which the benefit of legal aid is asked.

and complete sections A. and E. (1-8) of this form.

USEFUL ADDRESSES:

Certificate of registration with / income from the Joint Social Security Centre:

Centre Commun de la Sécurité Sociale
Département Affiliation

Tel.: +352 40 14 1-1

125, route d'Esch

Postal address:
L-2975 LUXEMBOURG

Certificate of ownership:

Administration des Contributions Directes
Section des évaluations immobilières

Tel.: +352 40 800-1

5, rue de Hollerich
B.P. 2354 L-1023 LUXEMBOURG

IMPORTANT:

Pursuant to the provisions of the Grand-Ducal Regulation of 18th September 1995, as amended, legal aid is automatically granted in the case of procedures or writs of execution required to enforce court decisions obtained thereby.

The clerks and custodians of public deeds shall provide the beneficiary of legal aid with the deeds and copies of the order necessary for the procedure or the enforcement measure free of charge (Art. 7 of the Grand Ducal Reg. of 18.9.95).

Legal aid covers all costs of proceedings, procedures or deeds for which it was granted and, in particular: stamp duty and registration; registry fees; lawyers' fees; bailiffs' fees and expenses; notaries' fees and expenses; technicians' fees and expenses; witnesses taxes; fees for translators and interpreters; fees for custom certificates; travel expenses; fees and charges relating to registration; mortgage and pledge formalities; advertising costs in newspapers (Art. 8 of Grand Ducal Reg. of 18.9.95).